

Compte-Rendu de la réunion du Conseil Municipal du 18 octobre 2019 à 19 heures
Réuni sous la présidence de M.le Maire.

Étaient présents :

Messieurs Jacques DUVIVIER, Philippe CAUBEL, Olivier ARNOLD, Ludovic HARDOUIN, Amaury de LOUVENCOURT, Christian RICOU, Céline CEFBER MANDARD, Madame Monique ALLAB et Monsieur Yvon GUEGAN

Était absent avec pouvoir:

Était absent sans pouvoir: Vincent BONIGAL

Céline CEFBER a été nommé secrétaire de séance.

Le quorum étant atteint, les élus présents sont invités à se prononcer sur les points suivants :

1. Approbation du Procès-Verbal du Conseil Municipal du 14 septembre 2019

Lecture faite et sans observations à l'issue de l'envoi du dit Procès-Verbal aux membres du Conseil Municipal, le Procès-Verbal du 6 avril 2019 est approuvé à l'unanimité des présents et pouvoirs, à savoir : 0 voix Contre, 0 abstention, et 9 voix Pour.

2. Présentation de Monsieur Maggiar

La propriété de Monsieur Maggiar est classée monument historique.

Il présente à l'aide de photos les pièces et détails importants de la propriété (escalier, cheminées, cave etc...)

Le plan cadastral est ensuite détaillé, Monsieur Maggiar est propriétaire des parcelles 120.122.123.124.685.686.

Monsieur Maggiar souhaite que la commune lui cède les parcelles 115.117.118 et 119 et une partie des parcelles 114.620.618 et 616 afin de faire un aménagement paysager harmonieux. Monsieur Maggiar souhaite ainsi participer à l'embellissement global de la commune.

Monsieur Maggiar céderait à la commune de quoi faire le tour de la nef.

Le conseil municipal dit qu'il prendra une décision lors d'un prochain conseil.

3 Rajout d'un point par Monsieur le Maire

Monsieur le Maire demande à rajouter un point à l'ordre du jour concernant les travaux de réhabilitation de la future crèche, une proposition a été faite par NAHK Architecture.

Monsieur Caubel prend la parole pour détailler la proposition de l'architecte de HEIDIDOM.

Vu la proposition de NAHK Architecture

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

APPROUVE la signature du contrat avec NAHK Architecture ;

AUTORISE Monsieur le Maire à signer ce document ainsi que les documents annexes

4. Admission en non valeur

Le Maire expose au Conseil Municipal que le comptable public nous demande d'admettre en non-valeur le titre suivant, suite à la liquidation judiciaire de l'entreprise BATIMENTS DU VAL D INDROIS Il s'agit de créances relatives à la facturation de frais de poursuites, N° du Titre T366/2014 de 2014 Montant 1602.77€

Le CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré,

Entendu l'exposé du Maire

Vu le Code Général des Collectivités Locales

Vu la proposition du comptable public du 20/06/2019

DECIDE à l'unanimité :

Article 1 : d'admettre en non-valeur le titre 366

Article 2 : d'imputer ces annulations de titres en dépenses de la section de fonctionnement du budget principal, article 6542 "Créances éteintes".

Article 3 : d'autoriser le Maire à effectuer toutes opérations d'écritures pour l'exécution de la présente délibération. –

5. Cadeau de Noël pour les enfants

Monsieur le Maire donne la parole à Céline CEFBER-MANDARD :

Le spectacle de Noël aura lieu le 8 décembre, Céline rappelle qu'il manque un Père Noël pour cette occasion. Monsieur Caubel se propose d'assurer ce rôle.

Des cadeaux seront offerts aux enfants de 2 à 10 ans.

6. 55^{ème} Foire aux chèvres 2019 – Prix récompenses aux lauréats méritants

L'affiche sur le thème de la renaissance réalisée par La Renaissance Lochoise est validée.

M le Maire demande si la remise des prix aux Lauréats doit être reconduite pour 2019.

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité

Accepte la reconduction de la remise d'un Prix aux élèves entrés en 6^{ème} en septembre 2019

Fixe le montant à 30 euros par élève de 6^{ème}

Accepte la reconduction de la remise d'un Prix aux diplômés 2019 avec mention exclusivement

Fixe le montant à 50 euros par étudiant lauréat avec mention

Dit que les crédits nécessaires sont inscrits au BP2019 article 6714

Le vin d'honneur sera comme tous les ans financé par le Comité des Fêtes et les élus présents déjeuneront ensuite à la salle socioculturelle dont les frais de prise en charge seront répartis à 50% entre le Comité des fêtes et la commune.

7. Agenda 2020

Afin de préparer l'année prochaine il convient de fixer les dates importantes pour l'année 2020

- Vœux du Maire : 18 janvier 2020 18 heures
- Banquet des aînés : 26 avril 2020
- Recensement de la population : du 16 janvier au 15 février 2020
- Elections municipales : dimanches 15 et 22 mars 2020

- Fête de la bière : 30 mai 2020

8. Broyeur communal et matériel barnum tables etc... modalités de location

Monsieur le Maire donne la parole à Monsieur Ricou.

La commune mettait gracieusement à disposition le broyeur communal, ce dernier a été transformé en broyeur thermique avec moteur essence et monté sur remorque.

Monsieur Ricou propose de laisser la gratuité pour la location de ce broyeur.

Les agents communaux apporteraient et reviendraient chercher le broyeur chez les particuliers. L'objectif est de promouvoir auprès des particuliers l'usage du paillage en substitution des produits phytosanitaires, de limiter le volume de branchage apporté en déchetterie et de supprimer la pratique du brûlage.

Monsieur Ricou propose d'établir une convention de mise à disposition avec fiche de sécurité et mode d'emploi, qui fixerait les modalités d'utilisation, de sécurité et de responsabilité. (Convention en annexe de la délibération)

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

APPROUVE les termes de la convention de mise à disposition de broyeur de végétaux à intervenir entre la commune et les particuliers ;

AUTORISE Monsieur le Maire à signer ce document ainsi que les documents annexes

9. Point sur le personnel communal

Suite à la démission de l'agent comptable, le secrétariat doit être réorganisé.

La commune a recruté en septembre un agent qui effectue des tâches variées, entretien, cantine, garderie, et qui vient de temps en temps aider au secrétariat. Il est proposé d'augmenter le temps de travail de cet agent, afin qu'elle puisse venir assurer l'accueil physique et téléphonique, ce qui soulagera la secrétaire de Mairie qui pourra alors reprendre les tâches assurées jusque-là par l'agent comptable

Une période d'essais est proposée avec cet agent jusqu'en janvier 2020 à ce terme un point sera fait.

10. subvention collège de Montrésor pour leur voyage en Espagne

Les élèves de 3ème du collège de Montrésor ont rédigé un courrier de demande de subvention pour les aider à financer leur voyage en Espagne.

Les Céréens concernés par ce voyage sont au nombre de 5.

Le Conseil Municipal,

Vu la demande par courrier du 20 septembre 2019 des élèves du Collège de Montrésor pour une subvention aux voyages des élèves 3ème qui auront lieu en mars 2020.

Vu le nombre d'élèves de la commune concernés par ces voyages,

Vu le coût total du voyage qui s'élève à 300€ par enfant.

Accepte à l'unanimité de verser une subvention de 250 € à répartir équitablement en fonction du nombre d'élèves.

Autorise Monsieur le Maire à engager, liquider et mandater cette dépense.

Précise que cette dépense devra être inscrite au budget 2020 à l'article 6713.

11. Borne photo et nouveaux services disponibles à l'agence postale

Dans l'esprit de proposer des services au Céréens, il pourrait être installé une borne photo à l'agence postale.

De plus l'agence postale distribue également les sacs jaunes.

12. Recensement 2020

Vu le code général des collectivités locales,

Vu la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu la loi n°51-711 du 7 juin 1951 modifiée sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1973 sur l'informatique, les fichiers et les libertés,

Vu la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité (notamment son titre V, articles 156 à 158),

Vu le décret en Conseil d'Etat n° 2003-485 du 5 juin 2003, modifié définissant les modalités d'application du titre V de la Loi n°2002-276,

Vu le décret n° 2003-561 du 23 juin 2003 modifié, fixant l'année de recensement pour chaque commune,

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié, pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et relatif aux agents non titulaires de la Fonction Publique Territoriale, (le cas échéant)

Vu le décret 2007-658 du 2 mai 2007 relatif au cumul d'activités,

Considérant que la collectivité doit organiser pour l'année 2020 les opérations de recensement de la population.

Considérant qu'il convient de désigner un coordonnateur de l'enquête de recensement et de fixer la rémunération des agents recenseurs.

Le conseil municipal,

DECIDE à l'unanimité, après en avoir délibéré,

Article 1 : Désignation du coordonnateur.

- Monsieur le maire désigne un coordonnateur communal afin de mener l'enquête de recensement pour l'année 2020

L'intéressé désigné bénéficiera pour l'exercice de cette activité :

D'une prime de 314€ Brut

Article 2 : Désignation et Rémunérations des agents recenseurs

-Monsieur le maire désigne deux agents recenseurs déjà salariés de la commune.

-Les intéressés désignés bénéficieront pour l'exercice de cette activité :

D'une prime de 314€ Brut chacun.

Article 3 : Inscription au budget.

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget de l'exercice en cours.

Article 4 : Exécution.

CHARGE, monsieur le maire et le trésorier, chacun pour ce qui les concerne, de la mise en œuvre de la présente décision.

13.Rapport d'activité de la communauté de communes Bléré Val de Cher

Monsieur le Maire présente les rapports d'activité de la CCBVC

14. Communauté de communes de Bléré - Val de Cher - Modification statutaire « assainissement des eaux usées ».

Monsieur le Maire présente le dossier.

La communauté de communes de Bléré - Val de Cher deviendra compétente au 1er janvier 2020 en matière d'eau et assainissement des eaux usées (assainissement collectif, et assainissement non collectif - SPANC). Cette compétence est transférée de plein droit à la CC Bléré Val de Cher. La compétence n'intègre pas l'assainissement des eaux pluviales et la DECI (Défense Extérieure contre l'incendie) qui restent des compétences communales.

La communauté de communes de Bléré - Val de Cher deviendra compétente au 1er janvier 2020 en matière d'eau et d'assainissement (des eaux usées).

Les statuts doivent être modifiés pour intégrer deux nouveaux alinéas dans le groupe des compétences obligatoires :

- Assainissement des eaux usées, dans les conditions prévues à l'article L2224-8

Il sera précisé dans la délibération que ces compétences ne deviendront communautaires qu'au 1er janvier 2020.

Par ailleurs, afin de mettre en conformité nos statuts avec la délibération du conseil communautaire en date du 31 janvier 2019, il convient de préciser l'intérêt communautaire de la « Politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire » :

- Actions de création et de maintien des commerces de première nécessité (boulangerie, épicerie, boucherie et multiservices),
- Opération Collective de Modernisation de l'Artisanat, du Commerce et des Services (OCMACS)
- Mise en place des dispositifs d'aide à la création, reprise, modernisation et au développement des commerces.
- Possibilité d'accompagner au niveau communautaire, des initiatives visant à fédérer les commerçants, les artisans, prestataires de services du territoire.
- L'accueil et l'accompagnement de porteurs de projet dans le domaine commercial

Le Conseil Municipal doit se prononcer sur cette demande de modification statutaire.

Le conseil Municipal,

Vu la loi 99-546 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale, dite Loi Chevènement,

Vu la Loi du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation territoriale de la République, dite Loi NOTRe, Vu l'arrêté 14 décembre 2000, modifié, par lequel Monsieur le Préfet d'Indre et Loire a créé la Communauté de Communes de Bléré-Val de Cher au 1er janvier 2001, modifié,

Vu le courrier reçu de Mme la Présidente de la communauté de communes nous notifiant la demande de modification statutaire de la communauté de communes au 1er janvier 2020,

Après avoir été présenté en bureau de la communauté de communes,

Après avoir fait lecture de la proposition de modification statutaire,

Après un débat contradictoire,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité

ACCEPTE la modification des statuts de la Communauté de Communes aux communes membres selon le projet joint exposé ci-dessus, au 1er janvier 2020,

DIT que la proposition de statuts sera annexée à la présente délibération,

CHARGE Monsieur le Maire de notifier la présente délibération à Madame la préfète, et à Mme la présidente la Présidente de la communauté de communes

15.SPANC Assainissement des Eaux Usées - Autorisation à la CCBVC d'adhérer au SATESE 37 (Syndicat d'Assistance Technique pour l'Épuration et le Suivi des Eaux d'Indre & Loire)

Monsieur le Maire présente le dossier.

La communauté de communes de Bléré - Val de Cher deviendra compétente au 1er janvier 2020 en matière d'eau et assainissement des eaux usées (assainissement collectif, et assainissement non collectif - SPANC). Cette compétence est transférée de plein droit à la CC Bléré Val de Cher. La compétence n'intègre pas l'assainissement des eaux pluviales et la DECI (Défense Extérieure contre l'incendie) qui restent des compétences communales.

Pour ce qui est de l'assainissement non collectif (SPANC), l'ensemble des services du territoires étaient délégués au SATESE. Ainsi, le conseil communautaire souhaite adhérer à ce syndicat pour la compétence SPANC mais aussi pour le suivi des stations d'épuration.

Le SATESE assure une mission de suivi et de conseils concernant le fonctionnement des Stations d'Épuration et réalise les contrôles réglementaires sur les Installations d'Assainissement Non Collectif (ANC).

Le coût de l'adhésion s'élève à la somme suivante (tarifs 2019 – tarifs 2020 non votés à ce jour) :

- 2 compétences déléguées (Assainissement non collectif + Assainissement collectif – suivi des stations d'épuration) : 17 138,08 euros.
- Suivi des 16 STEP (Station d'Épuration) du territoire : 16 940 euros.

Il faut noter que le SATESE facture le contrôle des Installations d'ANC directement aux Administrés. Lors de sa réunion en date du 13 Septembre 2019, la Commission Environnement a émis un avis favorable sur cette éventuelle adhésion.

Afin d'adhérer au SATESE 37 (Syndicat d'Assistance Technique pour l'Épuration et le Suivi des Eaux d'Indre & Loire), il convient que le conseil communautaire ait reçu l'autorisation des communes membres composant la communauté de communes. Pour cela, le conseil doit solliciter l'accord de ses communes membres.

Ainsi, le conseil municipal doit délibérer pour autoriser la communauté de communes de Bléré Val de Cher à adhérer au SATESE 37 (Syndicat d'Assistance Technique pour l'Épuration et le Suivi des Eaux d'Indre & Loire) au 1er janvier 2020.

Le conseil municipal,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales,

Vu les statuts de la communauté de communes de Bléré – Val de Cher,

Considérant le fait que la communauté de communes devienne compétente au 1er janvier 2020 en matière d'eau et d'assainissement,

Considérant la demande du conseil communautaire en date du 26 septembre 2019 sollicitant de ses communes membres d'autorisation d'adhérer au SATESE 37 au 1er janvier 2019,

Considérant les statuts du SATESE 37 (Syndicat d'Assistance Technique pour l'Épuration et le Suivi des Eaux d'Indre & Loire),

Vu la possibilité pour la communauté de communes de Bléré – Val de Cher d'adhérer au SATESE 37,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

AUTORISE la communauté de communes de Bléré Val de Cher à adhérer au SATESE 37 (Syndicat d'Assistance Technique pour l'Épuration et le Suivi des Eaux d'Indre & Loire) pour l'exercice de la compétence SPANC, et partiellement assainissement,

CHARGE monsieur le Maire de notifier la présente délibération aux communes membres et de signer l'ensemble des pièces afférentes au dossier.

16. Téléphonie remplacement du matériel et signature du contrat avec Connect service

Monsieur le Maire présente le dossier.

Une étude a été réalisée auprès de la société Connect Services, afin de revoir le matériel de téléphonie de la mairie et des bâtiments annexes.

La proposition de Connect Services regroupe tous les abonnements communaux et les équipements en une seule facture. Sachant qu'en moyenne la commune avait une dépense de 689.56 TTC mensuelle pour tous les abonnements téléphoniques et internet hors matériel.

Que la proposition de connect Services est de 816 TTC matériel et maintenance inclus. Mais cette

augmentation sera largement compensée par le gain de temps pour les agents communaux, dans la gestion des factures et dans l'efficacité de ce nouveau service.

Avec un engagement de 48 mois.

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré, à 8 voix POUR, 1 voix CONTRE et 0 voix d'ABSTENTION

Approuve la signature du contrat avec Connect service

Charge M le Maire de la signature des éventuels documents afférents

17. Remise en état du chemin qui va de la route d'Epeigné au lieu dit la Gripperie

Le chemin est dégradé régulièrement par les tracteurs, il faudrait faire une remise en état. Il faudra intégrer ce chemin à l'étude de réhabilitation des chemins déjà en cours.

Questions diverses :

1. Mettre un panneau sur le portail de l'école Montessori, Monsieur le Maire rappelle qu'il faut en faire part à l'association qui gère l'école

Décisions du Maire

Noms	Objet	Montant TTC
MOULE	ASPIRATEUR KARCHER VETEMENTS DE TRAVAIL ET SAC ASPIRATEUR	345
BERRY BURO	DP 182 - REFECTION DE LA MAIRIE CHANGEMENT DU BUREAU D'ACCUEIL	8310,61
DELAGRAVE	DP 178 - TABLES POUR ECOLE	800,22
CHOINIERE	DP 182 - INSTALLATION D'UNE PRISE SOUS L'ESCALIER POUR IMPRIMANTE	478,8
D'LAN	DP 171 - PLATEFORME DE VIDEOSURVEILLANCE URBAINE	1296
DES NOUVELLE	PANNEAUX STOP ET CEDEZ LE PASSAGE	175,92
DES CO	DP 178 - DIVERS ACCESSOIRES POUR ECOLE	529,38
DU CAILLAT	DP 182 - DEPLACEMENT DE L'ENSEMBLE DES PRISES ET BOITER DE RACCORDEMENT DU RESEAU INFORMATIQUE ET TE	610,5
DOS SANTOS F	GAZON DE PLACAGE	742,5

Les points à l'ordre du jour étant épuisés la séance a été clôturée à 21h05

Prochain conseil le vendredi 13 décembre à 18 heures

